Méditerranée orientale et monde turco-iranien: une aire productrice de diasporas?

Marcel BAZIN

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cemoti/639>
DOI : 10.4000/cemoti.639
ISSN : 1777-5396

Éditeur

AFEMOTI

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2000
ISSN : 0764-9878

Référence électronique

Marcel BAZIN, « Méditerranée orientale et monde turco-iranien: une aire productrice de diasporas? », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien* [En ligne], 30 | 2000, mis en ligne le , consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cemoti/639> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cemoti.639>

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

Tous droits réservés

Méditerranée orientale et monde turco-iranien: une aire productrice de diasporas?

Marcel BAZIN

La dernière décennie a soudain vu le phénomène des diasporas revenir sur le devant de la scène des sciences sociales, avec des ouvrages et articles généraux¹ et jusqu'à un manuel de géographie² en même temps que de nombreuses études de cas dont certaines concernaient l'aire géographique couverte par la revue³. La Méditerranée orientale et son prolongement jusqu'en Asie centrale à travers le domaine turco-iranien tiennent-ils une place particulière dans cette thématique des diasporas ? Telle est la question à laquelle nous essayons de répondre à l'aide des contributions rassemblées dans cette livraison des *CEMOTI* sur des diasporas fort diverses, même si nous laissons volontairement de côté malgré (ou à cause de) son rôle primordial la diaspora juive ainsi que sa « fille ennemie » la diaspora palestinienne.

Un phénomène de grande ampleur aux facettes multiples

Si nous entreprenons l'inventaire des communautés liées à cette aire géographique et qui ont pu recevoir ou se donner l'appellation de diaspora, la liste est longue et disparate, faisant véritablement figure « d'inventaire à la Prévert ». La région apparaît comme le berceau même des diasporas avec la première de toutes, la plus étudiée aussi, la Diaspora avec un grand D autrement dit la diaspora juive, à laquelle un des plus anciens des dictionnaires contemporains de termes géographiques⁴ limite strictement la signification du terme : « Ensemble de la collectivité juive dispersée dans le monde ». Même lorsqu'on n'adopte une vue aussi restrictive, on définit souvent les autres diasporas à partir de celle-ci⁵.

Mais combien d'autres fois voyons-nous apparaître le terme de diaspora ! D'abord chez les voisins arabes d'Israël, avec deux diasporas reconnues comme telles par tous, la diaspora libanaise bien identifiée, constituée depuis un siècle et demi et présente sur les cinq continents, et une diaspora palestinienne créée par la constitution de l'Etat d'Israël en 1948, et d'autres groupes arabes dispersés pour lesquelles la terminologie est hésitante : curieusement, on parlera plus volontiers d'une diaspora yéménite

répartie entre l'océan Indien et la péninsule arabique, voire d'une diaspora omanaise incluant Zanzibar, que de diasporas des pays d'émigration d'Afrique septentrionale, Maroc, Algérie, Tunisie et Egypte, bien que les effectifs mis en mouvement dans ces derniers cas soient beaucoup plus importants.

Deux autres diasporas de notre domaine sont acceptées par tous : la diaspora hellénique, au sein de laquelle on distinguera le cas échéant des sous-ensembles, par exemple chypriote ou pontique, et la diaspora arménienne. L'une et l'autre ont été en bonne partie alimentées par les événements tragiques du début du vingtième siècle marquant le passage de l'Empire ottoman à la République de Turquie. Or cette dernière s'est trouvée à son tour le point de départ d'une émigration suffisamment massive et diversifiée pour qu'on se risque à lui accoler le vocable de diaspora ... également utilisé pour des groupes minoritaires en Turquie et présents dans plusieurs pays adjacents, les Kurdes et les Assyro-Chaldéens, voire des populations d'origine balkanique ou caucasienne. Et par ailleurs une conception maximaliste, sur laquelle il faudra revenir, a pu considérer l'ensemble des peuples turcs actuels comme une « macrodiaspora » par rapport à leur foyer originel sur les flancs de l'Altaï.

En poursuivant vers l'est, on arrive à deux Etats, l'Iran et l'Afghanistan, où les bouleversements politiques récents ont jeté des effectifs importants de population sur le chemin de l'exil, leur poids relatif étant très supérieur dans le second cas. Plus au nord, l'empire soviétique a été plus anciennement le siège d'autres mouvements contraints, dont la réversibilité consécutive à son effondrement paraît très imparfaite, avec là encore des cas à la limite de la notion de diaspora.

Une inégale adéquation aux critères de définition des diasporas

Le rapide tour d'horizon qui précède a fait apparaître une extrême diversité qui tient à ce qu'on ne met pas toujours la même chose sous le terme de diaspora, que la plupart des auteurs des articles qui suivent se sont préoccupés de discuter, mais sans faire tous les mêmes choix. Il convient donc d'examiner les critères avancés pour définir les diasporas, et qui ne font pas forcément l'unanimité, moins pour admettre ou rejeter les cas énumérés ci-dessus que pour se doter d'une grille d'analyse qui permettra de dresser une typologie.

En fait le sens étymologique de *diaspora* en grec ancien est très général et très banal : le mot signifie tout bonnement « dispersion », et le respect de l'étymologie peut donc appuyer des définitions larges, telle celle du dictionnaire de Ch. Barret *et al.* : « **diaspora**. Se dit d'une communauté d'hommes reliés par une même culture et une même origine, dispersés dans le monde et gardant conscience des valeurs spécifiques qu'ils partagent »⁶, ou l'idée d'une « généralisation des diasporas » avancée par Jean Gottmann⁷.

Cependant, comme le remarque Sylvie Chédemail⁸, une entente s'est établie autour de quatre éléments de base inspirés du cas de la Diaspora juive et dont la réunion permet de parler de « vraies diasporas » :

- 1- La dispersion de la population envisagée s'est effectuée sous la contrainte, voire a résulté d'une « catastrophe ».
- 2- Cette population s'est dispersée dans plusieurs pays d'accueil, en ne laissant qu'une minorité au point de départ, ou même en l'abandonnant totalement.
- 3- Elle s'intègre dans les pays-hôtes, mais ne s'assimile pas, conservant une culture commune et une conscience identitaire liée entre autres à une mémoire de l'espace d'origine.

4- Les différentes communautés dispersées maintiennent des liens importants entre elles et avec le lieu d'origine, tissant à partir des filières migratoires de véritables réseaux.

Un catalogue plus complet de critères a été proposé par le sociologue britannique Robin Cohen⁹, mais s'agit-il simplement de cocher la bonne case pour chacun d'entre eux pour conclure que telle communauté répond bien aux critères et est donc une diaspora ? C'est la démarche que Stéphane Dufoix repère par exemple chez Darsan Singh Tatla dans son étude de la diaspora Sikh (dans le compte rendu comparatif qui clôt ce dossier), mais qui ne nous satisfait pas pleinement, car les variations par rapport à ce modèle sont tout aussi intéressantes et nous pouvons tenter de les apprécier pour chacun des quatre critères énoncés ci-dessus.

Les circonstances de la migration

Le caractère de « migration forcée » est très inégalement réalisé, *a fortiori* si on le concentre sur une « catastrophe originelle », qui n'est d'ailleurs même pas clairement identifiable dans l'archétype de la Diaspora juive, résultant de plusieurs événements successifs dont la chute de Samarie en 721 av. J-C., la déportation à Babylone en 587 av. J-C. puis la destruction du deuxième temple de Jérusalem par les Romains en 70 ap. J-C. Seules peuvent être rangées dans cette catégorie les diasporas arménienne et palestinienne, plus le cas particulier du petit groupe des Meskhètes.

Si les Grecs parlent volontiers de la « catastrophe d'Asie Mineure » pour évoquer leur défaite en 1922 devant l'armée de Mustafa Kemal, qui mit fin à la « Grande Idée » de Venizelos d'une Grèce étendue aux deux rives de l'Egée et entraîna un échange massif et inégal de populations, celle-ci n'est pas fondatrice de la diaspora, bien au contraire, car elle a marqué un coup d'arrêt soudain à un mouvement engagé depuis près d'un siècle et qui tendait à dilater l'espace « helladique » national aux dépens de la diaspora au sein de l'espace « hellénique »¹⁰, et a donné lieu à des mouvements centripètes (accueil de rapatriés) et non centrifuges. En fait, comme le rappelle opportunément Michel Bruneau dans son article « Hellénisme et diaspora grecque », la dispersion est constitutive de l'hellénisme, qui a vu dominer sur la longue durée les phases de pluralité et de polycentrisme socio-politique. La dispersion n'a pas commencé dans un contexte de migration forcée mais au contraire d'expansion, avec d'abord la fondation par des cités-états de colonies le long des rivages de la Méditerranée et de la mer Noire (du VIII^e au Ve siècle av. J-C.), ensuite avec l'hellénisation de la Méditerranée orientale aux périodes hellénistique puis gréco-romaine et byzantine. A partir du XVI^e siècle, l'intégration dans une autre structure politique, l'Empire ottoman, où les Grecs se sont désormais trouvés en position subordonnée, a conduit à la fois à un reflux partiel de l'hellénisme dans son aire centrale et à de nouveaux mouvements de dispersion à motivations diverses, d'où la constitution d'une diaspora composite, à la fois intellectuelle, marchande et prolétaire.

Au cours des XIX^e et XX^e siècles, ces derniers types de mouvements, à fondement économique ou socio-économique, ont été prédominants dans l'intervalle des moments de crise générateurs de migrations forcées : départs de paysans libanais, en majorité maronites, mais également chiites ou druzes, depuis le Mont Liban surpeuplé dès le milieu du XIX^e siècle vers l'Amérique du nord et l'Amérique latine ou un peu plus tard vers les possessions coloniales françaises d'Afrique occidentale ; puis émigration de travail des Turcs et des Grecs vers l'Europe occidentale en croissance industrielle des années 1960, bientôt suivie par des migrations de travailleurs vers les pays pétroliers du Golfe ou la Libye, à la fois depuis la Turquie et les pays arabes du Levant (toujours

des Libanais, mais aussi des Syriens et des Jordaniens, des Palestiniens et des Egyptiens). Certains ont voulu se « mettre en règle » vis-à-vis des critères de définition des diasporas en assimilant ces migrations économiques aux migrations forcées : la contrainte ne serait plus politique, voire politico-militaire, ou religieuse, mais économique, tous ces migrants auraient été « chassés par la misère », tout comme les Irlandais puis les Siciliens vers les Etats-Unis ou plus tard les Portugais ou les Maghrébins vers la France, et on essaie parfois aujourd'hui de promouvoir l'expression de « réfugiés économiques ». De telles contorsions sémantiques ne me paraissent pas nécessaires, il suffit d'assouplir ce premier critère et d'admettre que plusieurs types de motivations peuvent être à l'origine de la constitution d'une population en diaspora. Ces motivations peuvent d'ailleurs être entremêlées en un faisceau complexe dans lequel leur poids relatif peut évoluer avec le temps. Bien des Kurdes de Turquie vivant actuellement en Allemagne ou dans d'autres pays d'Europe occidentale ont ainsi pu partir dans le cadre de l'émigration économique turque organisée officiellement par des conventions bilatérales, et renforcer ensuite la composante kurde de leur identité, puis être rejoints par des parents ou des voisins poussés au départ par l'aggravation du conflit armé entre les indépendantistes du PKK et les forces armées turques au cours des années 1990 ; mais certains nouveaux arrivants ont pu mettre en avant leur appartenance à l'ethnie kurde pour revendiquer le statut de réfugié et surmonter ainsi les obstacles opposés à l'immigration de travail par la plupart des pays de l'Union Européenne.

Les années 1980 ont vu la constitution de deux nouvelles diasporas répondant à nouveau à la définition classique les liant à une migration forcée, les exilés iraniens et les réfugiés afghans. On notera le décalage entre les deux appellations que j'ai utilisées à dessein : les Iraniens qui ont quitté leur pays après la Révolution islamique sont bien partis en exil, vers des destinations lointaines, Europe occidentale ou Amérique du nord le plus souvent, avec des stratégies individuelles et sans guère d'espoir de retour à court ou moyen terme, qu'il s'agisse de *tâghouti*, c'est-à-dire de partisans de l'ancien régime, ou de membres de groupes ayant participé à la Révolution mais peu à peu écartés du pouvoir à Téhéran. Vida Nassehi-Behnam a proposé dans un article précédent¹¹ la distinction entre émigrés politiques, émigrés socio-culturels et émigrés économiques, avant de revenir ici sur leurs motivations mais aussi sur leur vision du séjour durable ou non dans le pays-hôte et leurs perspectives de retour au pays. La vague beaucoup plus ample qui a entraîné des millions d'Afghans en dehors des frontières de leur pays en guerre contre l'envahisseur soviétique a créé une diaspora composite et instable. La majorité des exilés sont bien des réfugiés entassés dans des établissements provisoires ou à la périphérie des grandes villes dans l'Est de l'Iran ou au Pakistan ; dans le premier cas, ils ont souvent rejoint des émigrés économiques attirés au cours des années 1970 par le marché du travail iranien. D'autres, en particulier parmi les élites, sont partis plus loin et avec des espoirs de retour beaucoup plus minces, et sont plus comparables aux exilés iraniens évoqués ci-dessus. Le départ des Soviétiques pouvait laisser espérer des retours massifs, mais l'évolution chaotique du pays depuis, faisant succéder la guerre civile à la guerre internationale, a limité ces perspectives de retour et parfois précipité le départ d'autres groupes.

Le degré de dispersion et le rapport à l'espace d'origine

Ce deuxième critère d'identification des diasporas est tout autant un critère de différenciation. Il s'agit à la fois de mesurer l'ampleur géographique de l'aire de

dispersion et le poids relatif des communautés diasporiques par rapport au noyau originel.

En ce qui concerne l'étalement géographique de chaque diaspora, l'idéal serait bien sûr de pouvoir en proposer une représentation cartographique, par exemple par le procédé le plus simple, une carte par points ou par cercles proportionnels montrant la distribution effective en valeurs absolues de la population correspondante. Principe simple, mais dont la réalisation peut se heurter à plusieurs difficultés, essentiellement aux grandes disparités dans les données statistiques disponibles. En effet, on est contraint de rechercher les membres de telle ou telle communauté diasporique dans les données des pays hôtes, or celles-ci diffèrent tant par leur date que par la précision des identifications ethniques ou nationales et par la finesse du découpage en unités spatiales de base. A défaut de réaliser toutes ces cartes, on peut néanmoins avoir une idée de leur physionomie probable, qui devrait montrer des situations assez variées. Le degré maximal de dispersion s'observe, ce qui n'est pas surprenant, dans les diasporas les plus anciennement constituées, diasporas juive, hellénique, libanaise ou arménienne, qui ont toutes une extension mondiale. Ce qui ne veut pas dire une dissémination égale à travers les continents, il y a bien évidemment des points forts, tels les Etats-Unis pour la communauté juive et à un degré moindre pour les Libanais. Mais des néo-diasporas ont connu en quelques décennies une dispersion extrême, c'est le cas de la « Turquie de l'extérieur », même si son statut de diaspora est loin de faire l'unanimité ; cependant le poids relatif de l'Allemagne, qui réunit environ la moitié des Turcs expatriés, lui donne un caractère particulier.

D'autres diasporas se limitent à une catégorie de pays ou à un espace géographique déterminé, répartition qui résulte des modalités mêmes du mouvement de dispersion. Les pays industriels occidentaux accueillent ainsi l'essentiel des exilés iraniens tandis que la déportation des Meskhètes (voir l'article de Ségolène Adam) s'est faite dans le cadre de l'Union soviétique de l'entre-deux-guerres, et vers un groupe de républiques contiguës de l'Asie centrale, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Kirghizstan. Leur départ d'Ouzbékistan après les violences de l'été 1989 dans le Ferghana les a encore menés vers un nombre limité de républiques post-soviétiques, principalement la Russie et l'Azerbaïdjan. Autre répartition très déséquilibrée, celle des Afghans, qui associe, on l'a vu, deux types de pays d'accueil : les voisins immédiats, Iran et Pakistan, pour la masse des réfugiés, mais aussi des pays industriels lointains pour les élites, comparables aux exilés iraniens.

Cependant le point le plus intéressant de chacune de ces cartes, qu'il conviendrait d'individualiser par une couleur ou un figuré spécifique, est le point central, je veux dire le noyau originel, le point de départ des populations concernées. Là encore un certain nombre de situations sont conformes au modèle théorique d'un noyau primitif devenu minoritaire vis-à-vis de la diaspora, ainsi les diasporas juive, libanaise ou assyro-chaldéenne. Mais d'autres s'en écartent fortement, dans un sens ou dans l'autre. On constate ainsi l'effacement partiel du foyer originel des Arméniens, réduit à la République ex-soviétique d'Arménie, et quasi-total de celui des Meskhètes déportés en masse. Inversement le poids statistique des Turcs, des Iraniens et même des Afghans vivant en dehors des frontières de leur pays reste marginal par rapport à l'effectif resté au pays. C'est d'une certaine manière aussi le cas des Kurdes, dont la masse principale continue à vivre dans une aire géographiquement continue, mais morcelée entre quatre Etats, la Turquie, la Syrie, l'Irak et l'Iran. Du coup, on voit clairement qu'une cartographie se limitant au découpage en Etats serait totalement inadaptée dans ce cas

puisque la carte du peuplement kurde de chacun des quatre pays précités doit réunir un morceau du Kurdistan et des taches dispersées dans les autres régions, groupes nomades déplacés autoritairement comme ceux du Khorâssân en Iran, paysans participant au développement de régions agricoles dynamiques comme la Çukurova en Turquie, et surtout migrants partis dans les grandes agglomérations urbaines. Ils font déjà partie de la diaspora, au même titre que les isolats du Liban ou de Transcaucasie ou que les émigrés partis en Europe occidentale.

La place dans les pays-hôtes : intégration sans assimilation ?

Le maintien d'une identité ancrée dans la culture d'origine, condition essentielle au fonctionnement en diaspora, est effectivement observé dans tous les cas qui nous intéressent ici. Certes, toutes les situations possibles peuvent être identifiées à l'échelle des individus, depuis la non-intégration absolue jusqu'à la perte d'identité dans une assimilation complète, situations qui pourraient être interprétées comme des phases théoriques successives d'un continuum. La différenciation sociale des communautés diasporiques résulterait alors principalement du rythme d'une évolution commune inéluctable menant d'un stade initial d'externalité maximale à un stade ultime d'assimilation, et de la répartition des individus qui les composent entre ces différents stades. Ce rythme dépendrait de l'équilibre des forces entre la vitalité interne et la cohésion de la communauté immigrée d'un côté et de l'autre l'attitude du pays d'accueil qui peut aller du rejet pur et simple à une forte pression assimilatrice, institutionnalisée ou non. Mais les choses ne sont pas si simples car le schéma linéaire d'une évolution univoque que propose ce modèle ne correspond qu'exceptionnellement à la réalité. La règle générale serait plutôt une évolution heurtée avec des accélérations et des retours en arrière en de véritables réveils identitaires. Martine Hovanessian souligne ainsi dans son article le tournant décisif des années 1965-70 dans une communauté arménienne qui a pourtant acquis en majorité la nationalité des pays d'accueil, avec l'éveil de la nouvelle génération à une conscience et une « idéologie diasporique », qui a pu aller jusqu'à des actions terroristes pendant la décennie 1975-1985.

Des situations de non-intégration, qui conduiraient les puristes à éliminer ces groupes des rangs des diasporas, existent dans notre domaine d'étude, dans deux contextes bien différents, s'ils ont en commun le caractère supposé temporaire du séjour. Premier cas de figure, celui de réfugiés déplacés par une crise brutale et bien souvent entassés dans des camps sous la pression de la nécessité : Palestiniens dans les camps de la bande de Gaza ou de l'agglomération beyrouthine jusqu'à la destruction de ceux-ci au cours de la guerre du Liban, Le cas des Afghans au Pakistan est un peu différent, car si la plupart vivent dans 345 camps ou « Afghan Refugee Villages », ils appartiennent en majorité aux mêmes groupes pachtounophones que leurs voisins pakistanais chez qui ils vont librement s'employer¹². Ces mouvements ont vocation à être réversibles, et il y a eu de fait des retours apparemment assez nombreux de réfugiés, surtout pachtounes, vers l'Afghanistan. Un autre exemple est plus ambigu : le bref afflux, de mai à août 1989, de Turcs de Bulgarie refusant la politique gouvernementale de « bulgarisation » forcée en Turquie, qui fut amenée à fermer sa frontière après avoir accueilli 300 000 exilés en trois mois¹³. Malgré la poursuite des manifestations nationalistes anti-turques en Bulgarie après la chute du régime communiste, une lente normalisation a permis le lent retour de la majorité de ces exilés, j'allais dire vers leur pays, mais quel est leur pays ? Ils semblent bien avoir « voté avec leurs pieds » en reprenant le chemin de la Bulgarie où ils voient la poursuite normale de leur existence.

Le deuxième cas est celui des travailleurs turcs ou arabes émigrés dans les pays pétroliers du Golfe. Tout comme leurs compagnons asiatiques (d'Iran, du subcontinent indien ou des Philippines), ils vivent dans une position de quasi-extraterritorialité, du fait de la politique des pays-hôtes qui réservent à leurs nationaux le bénéfice intégral du *Welfare State* appuyé sur les pétrodollars et confinent les immigrés dans des quartiers périphériques disposant d'un niveau minimal d'équipements¹⁴. Embauchés par contrats à durée strictement déterminée et maintenus, en Arabie Saoudite en tout cas, par le système du *kefâla* dans un état de dépendance vis-à-vis de leur « garant » (*kafil*) national, souvent aussi contraints au célibat temporaire, ils donnent pour toute finalité à leur séjour l'accumulation rapide d'économies à réinvestir ailleurs, au pays natal voire dans un autre lieu d'émigration. Ces conditions de précarité extrême les mettent ainsi en marge non seulement du pays où ils séjournent mais également de la diaspora constituée par leurs compatriotes installés ailleurs.

Mais ces cas de véritable ségrégation à la fois sociale et spatiale sont somme toute exceptionnels. La situation habituelle des communautés envisagées correspond bien à l'archétype des diasporas, à savoir au maintien de la personnalité culturelle et sociale associé à une implantation durable dans les pays d'accueil. Divers instruments, décrits par plusieurs des articles qui suivent, concourent à entretenir cette identité : les associations à buts divers (voir en particulier la contribution de Hasan Mutlu et Annemarie Sancar), la presse, les chaînes de télévision hertziennes ou transmises par satellite (S. de Tapia) etc... Or ces instruments se limitent rarement, à part les associations d'implantation purement locale, au cadre d'un seul Etat, et nous les retrouvons dans le point suivant, la constitution des réseaux diasporiques.

Liaisons et réseaux

Ce dernier caractère est essentiel, c'est bien le fonctionnement en réseau qui est constitutif des diasporas et leur donne toute leur personnalité. De ce point de vue, toutes les communautés dispersées envisagées dans ce numéro répondent bien à ce critère, même celles dont la légitimité en tant que diaspora peut être discutée du fait de leur origine ou de leur faible intégration au milieu d'accueil. L'identité reste d'autant mieux perçue qu'elle est entretenue par toutes sortes de relations reliant différentes communautés de telle ou telle diaspora entre elles et avec le noyau originel. Toutes sortes de flux matériels et immatériels, circulation des hommes et des marchandises, des informations, des idéologies ou des modes de vie, parcourent les aires de dispersion de ces populations et tissent ainsi de vastes réseaux. Aujourd'hui, les nouvelles technologies d'information et de communication augmentent encore la fluidité de ces circulations, mais ne font que parachever les réseaux préexistants comme le montre ici Stéphane de Tapia dans son étude sur « Le satellite et la diaspora ».

Un des phénomènes importants à prendre en considération est la persistance, ou le renouveau, de flux migratoires directs (et inverses) entre le centre et la diaspora, qui jouent un rôle capital dans l'entretien des réseaux. Certes la rupture *de facto* des relations concrètes entre l'ancien centre et les terres de la diaspora (Arméniens, Meskhètes) n'a pas empêché le maintien d'un fort lien sur le plan des représentations, alliant la commémoration de l'exil et la célébration de la patrie rêvée. Mais ce lien est bien évidemment renforcé lorsque des milliers de personnes continuent à se déplacer entre le centre et les périphéries. Stéphane de Tapia l'a bien montré à propos de la mobilité des Turcs¹⁵, qui vient d'une certaine manière atténuer le déséquilibre apparent entre la « Turquie de l'intérieur » et la « Turquie de l'extérieur » : si celle-ci ne représente en nombre que 5 % de la population de la première, le taux de rotation

important fait que de nombreux Turcs résidant actuellement à l'intérieur des frontières de la Turquie ont eu l'expérience de l'émigration et y conservent des liens familiaux ou amicaux étroits. Aux migrations de travail se sont ajoutées des migrations de loisirs, retour au pays des émigrés pour les vacances ou inversement visite à des parents ou amis installés plus ou moins durablement à l'étranger. On constate ainsi que le recensement turc d'octobre 1985 dénombrait 705 000 personnes enregistrées comme résidentes en Turquie mais qui se trouvaient à l'étranger le jour du recensement¹⁶ !

A la recherche de spécificités

A force de passer en revue les divers critères ci-dessus, nous arrivons à une image de plus en plus brouillée, et nous pouvons nous demander s'il existe, à part le fait d'avoir été le berceau de la Diaspora éponyme de toutes les autres, une quelconque spécificité des diasporas dans cette aire de la Méditerranée orientale et du monde turco-iranien. Nous devons nous limiter à des interrogations interprétatives, en prenant garde à ne pas tomber dans la caricature à force de grossir le trait pour le rendre lisible, et en restant prudent quant au degré de spécificité des traits observés, dont on pourra très certainement nous opposer des équivalents pris dans d'autres aires culturelles ou géopolitiques. Ces interrogations porteront sur deux domaines, ou plutôt sur deux niveaux d'analyse différents : d'une part le rôle joué dans la genèse même des diasporas par les difficultés récurrentes dans la constitution des Etats ; d'autre part, bien que les deux ordres de faits ne soient pas totalement indépendants, le poids des faits ethniques dans le fonctionnement des diasporas et leurs conséquences sur la segmentation des communautés diasporiques.

A la source des diasporas, la difficile émergence des Etats

Bien que les constructions étatiques les plus anciennement connues aient vu le jour dans le bassin méditerranéen oriental, sous les deux formes des cités-états mésopotamiennes et de la monarchie centralisée égyptienne, l'histoire de cette aire a été particulièrement mouvementée et marquée de soubresauts qui ont fait et défait les Etats¹⁷.

Or si les événements fondateurs des différentes diasporas que nous avons examinés ci-dessus sont très variés, et loin de se laisser enfermer dans la seule catégorie de « catastrophe originelle », ils ressortent presque tous des difficultés de construction, ou de développement, des Etats. Le cas-type de la Diaspora juive reflète lui-même les difficultés des Hébreux à constituer un Etat unifié : le royaume d'Israël a duré à peine un siècle, de 1020 à 932 av. J-C., sous les trois règnes de Saül, David et Salomon, avant de se diviser en deux royaumes, Israël réunissant les tribus du Nord et Juda celles du Sud, qui furent respectivement détruits en 721 et 587 av. J-C., d'où les premiers mouvements de dispersion avec en particulier la déportation à Babylone. Le retour des captifs en Palestine ne fut rendu possible que dans le cadre d'une domination extérieure, celle des Perses Achéménides, suivie par l'intégration au royaume séleucide puis à l'empire romain, qui porta le coup de grâce avec la nouvelle destruction du Temple en 70 puis la répression de la révolte de Bar Kochéba par l'empereur Hadrien en 135. La recreation de l'Etat d'Israël s'est à son tour effectuée dans la douleur, tant au long des 70 années d'immigration sioniste dont les vagues successives (les *aliya* ou « montées ») ont été rythmées par les persécutions aboutissant à la *Shoah*, que lors de la proclamation unilatérale de l'Etat le 14 mai 1948, brusquant les choses par rapport au plan de partage des Nations-Unies, déclenchant l'exode des Palestiniens arabes et la première guerre israélo-arabe, et ouvrant ainsi un demi-siècle de conflit entre les deux peuples. Comme quoi le retour partiel d'une diaspora vers son centre a donné naissance à une autre ... Et

c'est encore sur l'incapacité à trouver une formule nouvelle de construction étatique qu'achoppe le processus de paix engagé par les accords d'Oslo et gravement compromis à l'automne 2000.

L'histoire de l'hellénisme est de même marquée, comme le rappelle Michel Bruneau, par la faiblesse des constructions étatiques. C'est seulement au XIX^e siècle, avec le mouvement des nationalités dans les Balkans, que l'expression géographique antique de *Hellas* a été reprise pour désigner un nouvel Etat, la petite Grèce « helladique ». Cet Etat s'est élargi par étapes successives, grignotant peu à peu les fractions adjacentes de l'aire de peuplement hellénique, mais n'a pu réaliser son rêve de réunification de l'hellénisme, et donc d'absorption de la majeure partie de la diaspora, non seulement parce que la Grande Idée a été anéantie par la Grande Catastrophe de 1922-23, mais aussi parce que parallèlement d'autres forces, économiques et sociales, continuaient à faire partir des Grecs vers des terres lointaines, l'Amérique du Nord en particulier. Des considérations similaires sont avancées par Martine Hovanessian à propos de la nation arménienne : elle remarque qu'elle n'a pratiquement jamais coïncidé avec des frontières politiques, citant Anahide Ter Minassian¹⁸ pour qui « la complexité de la question arménienne réside dans vingt-cinq siècles d'histoire où l'Arménie n'a jamais connu de forme étatique stable », et parle elle-même de « démembrement ininterrompu de la nation arménienne ». Le génocide de 1915, qui apparaît en première analyse comme l'événement fondateur de la diaspora, a lui-même scellé tragiquement l'impossibilité de créer un Etat autre que la petite Arménie soviétique, puisque la République d'Arménie dessinée sur la carte du traité de Sèvres en 1920 avait été vidée de son contenu, mais il s'est inscrit en point final d'une histoire déjà longue d'impuissance étatique.

Autre « peuple sans Etat »¹⁹, le peuple kurde présente cependant une configuration spatiale très différente de son ancien voisin arménien puisque, nous l'avons noté ci-dessus, il occupe une aire centrale bien identifiée, continue et étendue, le Kurdistan partagé entre quatre Etats, autour duquel gravitent les trois auréoles de la diaspora, dont la plus importante se trouve sur le territoire de ces mêmes Etats. Ici l'absence d'Etat a favorisé les forces centrifuges à l'origine d'une nouvelle diaspora, dont le poids économique et social croissant rend de plus en plus irréalistes, dans une boucle de rétroaction négative, les visées unitaires d'une partie des nationalistes kurdes.

On nous objectera que deux Etats bien constitués depuis plusieurs siècles, l'Iran depuis l'établissement de la dynastie safavide à la fin du XV^e siècle et l'Afghanistan avec l'union des deux grandes confédérations pachtounes au milieu du XVIII^e siècle, ont secrété à leur tour une diaspora depuis une vingtaine d'années. Certes, mais nous avons encore affaire dans les deux cas à la crise de l'Etat, non pas dans la délimitation géographique du territoire qu'il est censé contrôler, inchangée, mais dans la nature du régime politique. Si la substitution de la République islamique à la monarchie des Pahlavi en Iran a condamné à l'exil les individus catalogués comme ennemis du nouveau régime, l'éclatement du pays sous l'effet de forces centrifuges, que certains se sont plu à prédire, ne s'est pas produit. En revanche vingt ans de bouleversements politiques répétés et de guerre extérieure ou intestine ont profondément déstructuré l'Etat afghan, donnant lieu à des départs beaucoup plus massifs et laissant planer de graves incertitudes sur l'avenir.

Ethnicité et localisme

Un des traits majeurs de notre domaine d'étude est l'importance géographique, sociale et politique des ethnies²⁰. Nous reprendrons ici à notre compte la définition de l'ethnie

proposée par Fredrik Barth²¹ et citée par Xavier de Planhol²² : un groupe qui se perpétue biologiquement, partage des valeurs culturelles fondamentales, constitue un champ de communication et d'interaction, enfin s'identifie et est identifié par les autres, par une désignation spécifique, comme constituant une catégorie distincte des autres groupes de même nature. Parmi les critères d'appartenance culturelle, celui qui est le plus souvent mis en avant est la langue, qui est en même temps le support de la communication interne du groupe. Il peut être combiné avec l'appartenance religieuse, ou plus rarement supplanté par elle.

En quoi ces questions d'identité ethnique interfèrent-elles avec l'étude des diasporas en Méditerranée orientale et dans le monde turco-iranien ? Elles sont d'abord intervenues dans la genèse de nombre des diasporas envisagées, et jouent toujours un rôle important dans la quête identitaire des communautés diasporiques et dans leur fonctionnement social et culturel.

Le fondement même des communautés diasporiques est souvent une identité ethnique plutôt que nationale, or, comme nous le rappelle Georges Mutin, « la géographie ethnolinguistique est bien différente de la géographie contemporaine des Etats-nations »²³. Ce décalage entre réalités ethniques et constructions étatiques est un des facteurs-clés de la faiblesse de ces dernières, dont nous venons de relever le rôle dans la constitution progressive ou soudaine des diasporas, et plus généralement une source de dissensions susceptibles d'alimenter des migrations. Tous les Etats de notre aire d'étude sont, à des degrés divers, des Etats pluriethniques, et toutes les ethnies ne s'y trouvent pas sur un pied d'égalité, tant par leur poids démographique que par leur position par rapport au pouvoir central. Nombre d'entre elles sont perçues, de l'intérieur aussi bien que de l'extérieur, comme des minorités²⁴ qui peuvent ou plus précisément dont les élites peuvent mener diverses stratégies vis-à-vis du centre de l'Etat : l'échec d'une stratégie d'intégration ou l'adoption directe d'une stratégie de rupture peuvent aboutir au même résultat, le départ de groupes qui créeront ou enrichiront une diaspora. Du coup, la « configuration ethnique de l'exil » est loin d'être représentative de la répartition des ethnies au point de départ, comme l'a remarqué Pierre Centlivres à propos de la population afghane réfugiée au Pakistan et en Iran²⁵.

Une deuxième forme d'implication du fait ethnique est son rôle central dans la démarche identitaire des diasporas constituées. Il s'agit à la fois de pratiquer sa langue, sa religion, ses coutumes, et de les revendiquer comme marqueurs identitaires, et nombre des contributions qui suivent ont légitimement consacré une part de leur développement à l'appréciation de ces éléments d'identité. Mais chaque individu peut se sentir porteur de plusieurs identités qui correspondent le plus souvent à des niveaux différents emboîtés les uns dans les autres. Une certaine ambiguïté du marquage identitaire peut provenir de la difficulté à hiérarchiser ces différents niveaux, or cette hiérarchisation n'est pas forcément unanime au sein d'un groupe, ni figée dans le temps : elle obéit à des dynamiques qu'il est particulièrement intéressant d'observer. Un ouvrier immigré du Sentier à Paris peut se réclamer de sa religion musulmane, de sa nationalité turque, de son appartenance à l'ethnie kurde, de la pratique du dialecte kurmandji, de son affiliation à tel lignage ou de son origine géographique de tel canton et de tel village. Mais la place relative de ces diverses affiliations a certainement évolué dans le temps, probablement dans le sens de la radicalisation des identités en migration diagnostiquée par Isabelle Rigoni, chez les Kurdes, alors que les Afghans émigrés en Europe occidentale mettront plus volontiers en avant « l'être afghan »²⁶.

Le choix de tel ou tel niveau préférentiel d'identité rejaillit naturellement sur la délimitation même de la diaspora, très nombreuse si on la fonde sur une appartenance floue et englobante, ou scindée en sous-groupes beaucoup plus réduits si l'on se réfère à des critères plus précis. Même une donnée apparemment parfaitement objective comme la langue peut prêter à discussion: faut-il privilégier le dialecte utilisé dans la sphère familiale, la langue véhiculaire voire l'appartenance à une famille linguistique permettant un minimum d'intercompréhension ? D'une certaine façon, l'historiographie nationaliste turque développée dans l'entre-deux-guerres²⁷, en soulignant l'unicité du peuple turc entraîné loin de son « foyer originel » d'Asie centrale par une formidable expansion, tendait à faire de l'ensemble des peuples turcs une immense diaspora ... que les mouvements panturquistes d'hier ou d'aujourd'hui souhaitent réunifier.

Mais les tendances au fractionnement semblent finalement beaucoup plus vivaces que ces visions globalisantes. Au sein de la diaspora libanaise, les confessions religieuses et à l'intérieur de chacune les origines villageoises jouent un rôle essentiel dans la structuration des communautés installées dans tel ou tel pays. Le « localisme » est en effet une autre dimension significative, à une échelle « infra-ethnique », de la plupart des diasporas liées au bassin méditerranéen oriental et à la Basse Asie Centrale. Il s'enracine d'abord dans la tendance au cloisonnement des groupes humains observée dans une bonne partie des aires de départ, qu'on peut mettre en relation, sans sombrer dans le déterminisme, avec la configuration géographique : relief montagneux favorisant le morcellement en micro-unités vivant plus ou moins en vase clos dans les chaînes du Levant, en Arménie, au Kurdistan ou dans le cœur montagneux de l'Afghanistan ou bien environnement aride fractionnant les aires de peuplement en oasis séparées par des vides dans l'Iran intérieur ou en Basse Asie Centrale. Pierre Centlivres a observé ainsi qu'en Afghanistan la référence identitaire spontanée était jusqu'à une date récente un groupe de solidarité de dimension restreinte fondé sur une proximité géographique ou sociologique, dénommé *qawm*²⁸, puis Olivier Roy a élargi l'usage de ce terme à l'ensemble de l'Asie centrale²⁹.

Mais si ce localisme fréquent dans les régions de départ a pu s'exporter aussi facilement dans des environnements complètement différents, cela tient aux modalités mêmes de l'émigration suivant le processus de « migration en chaîne » décrit par Altan Gökalp à propos des Turcs immigrés en Europe occidentale³⁰ : le départ d'un premier migrant d'une famille a établi au loin une tête de pont préparant l'arrivée ultérieure, de proche en proche, de membres du lignage et de l'alliance, puis de la communauté villageoise et de localités voisines. La législation restrictive de la plupart des pays de l'Union européenne limitant les nouvelles entrées de travailleurs au regroupement familial est allée dans le même sens, celui de la préservation des unités sociologiques traditionnelles.

*

* *

Le bilan de cette recherche de traits originaux pourra paraître décevant. A part son rôle de berceau du phénomène de diaspora, le bassin méditerranéen oriental et son prolongement dans le reste du monde turco-iranien ne présentent pas de spécificités véritables, mais plutôt de simples traits particuliers, qui tiennent finalement tous aux différents niveaux de structuration socio-spatiale : difficile affirmation des Etats, vigueur et ambiguïté des identités ethniques, transposition au sein des réseaux des diasporas du morcellement des territoires d'origine.

Ce domaine présente aussi l'avantage de concentrer une grande variété de situations, dont la grande richesse se prête à une multitude d'analyses comme en témoignent les études qui suivent. Elles privilégient les dynamiques en œuvre : recomposition sociale, affirmation culturelle, activisme politique ou religieux, qui elles-mêmes réagissent sur les aires d'origine de ces communautés diasporiques. Et le fonctionnement en réseaux des diasporas n'est-il pas en avance sur l'évolution vers une mobilité toujours accrue de notre monde qu'un des derniers Festivals Internationaux de la Géographie à Saint-Dié a pu qualifier de « planète nomade » ?

NOTES

1. Michel Bruneau, *Diasporas*, Montpellier / Paris, RECLUS / La Documentation Française, 1995, 190 p., Georges Prevelakis, *Les Réseaux des diasporas / The Networks of diasporas*, Nicosie, KYKEM, 1996, 444 p., Martine Hovanessian, « La notion de diaspora : usages et champ sémantique », *Journal des Anthropologues*, n° 72-73, 1998, p. 11-29.
2. Sylvie Chédemail, *Migrants internationaux et diasporas*, Paris, Armand Colin (coll. Prépas Géographie), 1998, 188 p., présentant au demeurant certaines faiblesses, cf. mon compte rendu dans la *Revue Géographique de l'Est*, XXXVII-1998, n° 4, p. 189-191.
3. Michel Bruneau (dir.), *Les Grecs pontiques. Diaspora, identité, territoires*, Paris, CNRS-Editions, 1998, 250 p.
4. Pierre George (dir.), *Dictionnaire de la géographie*, Paris, PUF, 1970, p. 131.
5. Ainsi le dictionnaire récemment paru de Christian Barret, Jean-Paul Charvet, Gabriel Dupuy et Michel Sivignon, *Dictionnaire de géographie humaine*, Paris, Liris, 2000, qui commence de la façon suivante sa notice « diaspora » (p. 57) : « Le terme a été utilisé d'abord pour désigner la dispersion des Juifs hors de Palestine. On l'a étendu ensuite à toutes les communautés possédant des caractères semblables ... ».
6. Ch. Barret et al., *Dictionnaire de géographie humaine*, op. cit., p. 57.
7. Jean Gottmann, « La généralisation des diasporas et ses conséquences », in G. Prevelakis (dir.), *Les Réseaux de diasporas*, op. cit. p. 21-28.
8. S. Chédemail, *Migrants internationaux et diasporas*, op. cit., p. 46.
9. Robin Cohen, *Global Diasporas*, Londres, UCL Press, 1997.
10. Georges Prevelakis, « Les espaces de la diaspora hellénique et le territoire de l'Etat grec », in G. Prevelakis (dir.), *Les Réseaux de diasporas*, op. cit., p. 53-68 (p. 58-61 sur ce point précis).
11. Vida Nassehi-Behnam, « Typologie de la diaspora iranienne », *Cahiers de l'Orient*, n° 49, 1998, p. 113-124.
12. Micheline Centlivres-Demont, « Les réfugiés afghans au Pakistan : gestion, enjeux, perspectives », in Ricardo Bocco et Mohammad-Reza Djalili (dir.), *Moyen-Orient : migrations, démocratisation, médiations*, Genève, Institut Universitaire de Hautes Etudes Internationales & Paris, P.U.F., 1994, pp. 33-40.
13. Marcel Bazin, « Disparités et flux migratoires dans l'aire turque », *CEMOTI*, n° 15, 1993, p. 237.

14. Voir les aspects de cette ségrégation urbaine dans André Bourgey, « L'espace social des villes des émirats du Golfe », *Maghreb-Machrek*, 1989, n° 23, dans le dossier sur « Espace et sociétés du monde arabe », pp. 49-63, et l'exemple de Dubai présenté par Eugen Wirth, « Dubai : ein modernes städtisches Handels- und Dienstleistungszentrum am Arabischen-Persischen Golf », *Mitteilungen der Fränkischen Geographischen Gesellschaft*, n° 33/34, 1988, pp. 17-128, avec une carte hors-texte très parlante.
15. Stéphane de Tapia, « L'émigration turque : circulation migratoire et diaspora », *L'Espace Géographique*, vol. 23, n° 1, 1994, pp. 19-28.
16. Marcel Bazin, « Disparités et flux migratoires... », *art.cité*, p. 235.
17. On se reportera à la synthèse de Xavier de Planhol, *Les Nations du Prophète. Manuel géographique de politique musulmane*, Paris, Fayard, 1993, 894 p., ainsi qu'aux deux premiers chapitres, rédigés par Georges Mutin, de G. Mutin et F. Durand-Dastès (dir.), *Afrique du Nord. Moyen-Orient. Monde indien*, Paris / Montpellier, Belin / RECLUS (Géographie Universelle, vol. VIII), 1995 (« I - Unité culturelle et fragmentation politique », pp. 10-19 et « II - Rivalités et enjeux territoriaux », pp. 20-33).
18. Anahide Ter Minassian, *La Question arménienne*, Roquevaire, Parenthèses, 1983.
19. D'ailleurs présenté en ces termes avec les Arméniens par Georges Mutin, *op. cit.*, pp. 22-24.
20. Voir par exemple sur le monde iranien Jean-Pierre Digard (dir.), *Le fait ethnique en Iran et en Afghanistan*, Paris, Editions du CNRS, 1988, 301 p., sur la Turquie Peter Alford Andrews (ed.), *Ethnic Groups in the Republic of Turkey*, Wiesbaden, Dr. Ludwig Reichert (Beihefte zum Tübinger Atlas des Vorderen Orients, Reihe B, Nr 60), 1989, et sur l'Asie centrale le dossier « Des ethnies aux nations en Asie centrale », dans le n° 59-60 de la *Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée*, 1991, pp. 7-162.
21. Fredrik Barth (dir.), *Ethnic groups and boundaries. The social organisation of culture difference*, Bergen / Londres, Oslo, Universitets Forlaget / George Allen and Unwin, 1969, pp. 10-11.
22. Dans la remarquable introduction générale de son ouvrage *Minorités en Islam. Géographie politique et sociale*, Paris, Flammarion (coll. Géographes), 1997, p. 15.
23. G. Mutin, « Rivalités et enjeux territoriaux », *op. cit.*, p. 21.
24. Voir dans sa totalité la somme de Xavier de Planhol, *Minorités en Islam*, *op. cit.*, 524 p.
25. Pierre Centlivres, « Exil, relations interethniques et identité dans la crise afghane », *Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée*, n° 59-60, 1991, pp. 70-82 (p. 76 en particulier).
26. Pierre Centlivres, Micheline Centlivres-Demont et Tina Gehrig, « La diaspora afghane : le paradoxe apparent de l'identité et de l'intégration », in Pierre Centlivres et Isabelle Girod (dir.), *Les défis migratoires*, Zurich, Editions Séismo, 2000, pp. 272-278, ainsi que leur contribution ci-dessous.
27. Remarquablement analysée par la stimulante étude d'Etienne Copeaux, *Espaces et temps de la nation turque. Analyse d'une historiographie nationaliste*, Paris, CNRS-Editions, 1997, 367 p.
28. Pierre Centlivres, « Problèmes d'identité ethnique dans le Nord de l'Afghanistan », in *Actes du XXIVe Congrès international des Orientalistes, section Iran moderne*, vol. I, Paris, L'Asiathèque, pp. 8-13, et Pierre Centlivres et Micheline Centlivres-Demont, « Pratiques quotidiennes et usages politiques des termes ethniques dans l'Afghanistan du Nord-Est », in Jean-Pierre Digard (dir.), *Le fait ethnique en Iran et en Afghanistan*, Paris, Editions du CNRS, 1988, pp. 233-246 (« Les incertitudes du qaum », pp. 239-240).

29. Olivier Roy, « Ethnies et politique en Asie centrale », *Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée*, n° 59-60, 1991, pp. 20-21.

30. Altan Gökalp, « L'immigration turque en Europe occidentale : repères et tendances », *Travaux de l'Institut de Géographie de Reims*, n° 65-66, 1986, pp. 147-156.